

Unité Départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 04 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIVOM Bassin de l'EHN

38 rue du Maréchal Koenig
BP 79
67210 OBERNAI

Références :

Code AIOT : 0006704883

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2022 dans l'établissement SIVOM Bassin de l'EHN implanté Station d'épuration de Meistratzheim - 67210 MEISTRATZHEIM. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIVOM Bassin de l'EHN
- Station d'épuration de Meistratzheim - 67210 MEISTRATZHEIM
- Code AIOT : 0006704883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le SIVOM du bassin de l'EHN exploite un méthaniseur de jus de choucroute à Meistratzheim.

Les thèmes de visite retenus sont notamment la conformité aux meilleures techniques disponibles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	limitation de l'usage et conception des torchères	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, Point V	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, Point IX	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	destruction du biogaz (Applicable jusqu'au 16 août 2022)	Arrêté Ministériel du 10/11/2019, article 10	/	Sans objet
4	ressource en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.6.4	/	Sans objet
5	bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.6.6.1	/	Sans objet
6	dispositif de détection et coupure du gaz	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 8.2.6	/	Sans objet
7	présence de tiers sur site	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 8.1.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence 2 non conformités :

- le recours au torchage du digesteur hors raison de sécurité ;
- l'absence d'élaboration d'un plan d'efficacité énergétique.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions sous un délai de 1 an.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Destruction du biogaz (Applicable jusqu'au 16 août 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10 novembre 2019, article 10 (applicable jusqu'au 16 août 2022)
Thème(s) : Risques accidentels, torchère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement «est présent en permanence sur le site» et est muni d'un arrête-flammes. «Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.»

Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. «Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.»

«Pour les installations existantes au 1^{er} juillet 2021, dans le cas où» cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. «L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1^{er} janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.»

«Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.

«Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.»

Constats : L'exploitant dispose d'un certificat de conformité en allemand selon les normes EN 12874 et EN1127-11997. Il est prévu qu'une société intervienne début novembre et fasse le bilan des normes applicables. L'exploitant transmettra à l'inspection le résultat de cette étude.

La pression de service du méthaniseur est de 15mbar et celle du digesteur de 30mbar.
L'ouverture de la soupape est prévue à 40mbar.

L'installation est équipée de 2 torchères : 1 en sortie du digesteur et 1 en sortie méthanisation.
La torchère du méthaniseur est utilisée uniquement lorsqu'il n'est pas possible d'envoyer le gaz vers le gazomètre.

Le gaz produit par la méthanisation rejoint le gazomètre qui constitue le stockage de gaz de la digestion (STEP) et du méthaniseur.

Le biogaz alimente une unité de cogénération afin de produire de l'électricité.

Le gazomètre permet de stocker le biogaz correspondant à 6h de production. Toutefois, cette capacité est insuffisante, notamment en cas d'indisponibilité de la cogénération. Dans ce cas, le gaz produit est envoyé à la torchère du gazomètre.

En 2021, le recours au torchage a porté sur 12% de la production annuelle de biogaz, correspondant à une durée totale de fonctionnement de la torchère de 640h principalement lié à une panne d'un des deux moteurs de la cogénération.

La torchère du digesteur fonctionne en cas de surproduction de biogaz. C'est donc cette torchère qui doit être prise en compte pour compter le nombre d'événements et le nombre d'heures de fonctionnement et non celle du méthaniseur qui n'est pas représentative de la situation.
Il est demandé à l'exploitant de fournir un bilan du fonctionnement de la torchère du digesteur pour 2022.

Observations : Cette prescription ayant évoluée à compter du 17 août 2022 (cf fiche de constat n°2), il n'est pas proposé de suite sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : limitation de l'usage et conception des torchères (applicable à partir du 17 août 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17 décembre 2019, article Annexe 3.1, Point V
Thème(s) : Risques accidentels, torchère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Point V. Limitation de l'usage et conception des torchères L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières, et l'exploitant applique toutes les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance en continu du gaz mis à la torchère : mesure du débit de gaz et estimation des autres paramètres : composition du flux de gaz, pouvoir calorifique, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz de purge, émissions polluantes, bruit. La durée et le nombre des opérations de torchage sont enregistrés et permettent l'estimation des flux émis. L'exploitant analyse ces informations pour éviter de futures opérations de torchage ; - la conception des torchères est optimisée : hauteur, pression, assistance par vapeur, air ou gaz, type de bec de torche ; - l'unité de mise à la torche est gérée de façon à garantir l'équilibrage du circuit de gaz et utilise des systèmes avancés de contrôle des procédés ; - les unités de mise à la torche autorisées ou remplacées après le 17 août 2018 prévoient un système de récupération des gaz d'une capacité suffisante et utilisent des soupapes de sûreté à haute intégrité. <p>Constats : la prescription "l'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières" est applicable depuis le 17 août 2022. L'excédant de production de biogaz qui conduit au torchage lorsque la capacité de stockage du gazomètre est insuffisante n'est pas considéré comme une raison de sécurité. L'inspection relève donc cette non conformité.</p> <p>L'exploitant reconnaît cette non conformité et indique que l'échéance du contrat avec SUEZ arrive à échéance en 2024 avec le renouvellement de la DSP le 20 juin 2024. Il n'est pas possible de faire un avenant au contrat actuel car les investissements demandés au prestataire doivent pouvoir être amortis dans le cadre de la durée du contrat.</p> <p>Pour augmenter la consommation de gaz, l'exploitant envisage de doubler la co-génération ou de se raccorder au réseau Gaz de Barr situé à proximité . (A noter qu'au moment de la construction du méthaniseur le réseau gaz de Barr n'existait pas). Ce point sera dans le dossier de consultation pour établir la nouvelle DSP.</p> <p>L'appel d'offre sera réalisé en janvier avec un appel à candidatures et une réponse concernant les possibilités de valorisation du biogaz fin 2023. Les travaux ne pourront vraisemblablement pas être effectués avant juin 2024.</p> <p>L'inspection prend note des ces contraintes. Toutefois ces arguments ne sont pas recevables pour une éventuelle dérogation aux MTD. L'inspection proposera donc une mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : efficacité énergétique (applicable à partir du 17 août 22)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17 décembre 2019, article Annexe 3.1, Point IX
Thème(s) : Risques accidentels, efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point IX. Efficacité énergétique L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : - permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ; - déterminant des indicateurs de performance annuelle ; - prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. Constats : L'exploitant propose de réaliser cet audit énergétique à l'issue des travaux de mise en conformité du point 2. L'inspection relève la non conformité et propose une mise en demeure à la préfète. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : ressource en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24 décembre 2013, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 7.6.4. Ressources en eau et mousse L'exploitant dispose a minima de : 2 bornes incendie, capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 240 m³ avec une pression en sortie de 1 bar minimum implanté à 200 m au plus du risque. Ces bornes sont situées à moins de 100 m des entrées des bâtiments et sont distantes entre elles de 150 m maximum. Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Constats : le site dispose de 2 bornes incendie sur le réseau public. Elles ont été testées en juin 2022. Le débit en simultané est de 230 m³/h. Il convient de vérifier le débit simultané en 2023. Des extincteurs sont répartis sur le site et sont régulièrement contrôlés. Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24 décembre 2013, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, bassin de confinement et bassin d'orage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 7.6.6.1. Bassin de confinement et bassin d'orage Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 290 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés à l'article 4.3.5 traitant des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Le premier flot des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans un bassin d'orage d'une capacité minimum de 550 m ³ , équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Le bassin d'orage de 550 m ³ est dimensionné de façon à disposer d'un volume permanent de 250 m ³ et d'un volume tampon de 150 m ³ en cas de pluie décennale. Ces deux bassins sont confondus et leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site (volume eaux d'extinction : 240 m ³). Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Constats : Le site comprend un seul bassin (de 550 m ³) permettant de recueillir les eaux d'extinction (290 m ³) et les eaux pluviales (250 m ³). Il a été constaté la présence d'une vanne qui permet de fermer le bassin en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : dispositif de détection et coupure du gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24 décembre 2013, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.2.6. Dispositif de détection et de coupure du gaz Un dispositif de détection de gaz déclenchant selon une procédure préétablie une alarme en cas de dépassement des seuils de danger est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article suivant du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués. Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute

<p>installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive dont le fonctionnement pourrait être maintenu. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 16 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements/parois soufflables de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local.</p> <p>Constats : Une détection de gaz reliée à une télésurveillance est installée dans les locaux fréquentés par le personnel et/ou représentant un risque d'accumulation de gaz.</p> <p>La détection de gaz est doublée. En cas de détection, un message d'alarme est reporté en salle de contrôle et vers l'agent d'astreinte. Lorsque le seuil 5% de la LIE est atteint, les vannes d'alimentation des consommateurs se coupent automatiquement. Lorsque le seuil de 10% est atteint, le site est mis en sécurité automatiquement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 7 : présence de tiers sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24 décembre 2013, article 8.1.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 8.1.7.1. Absence de locaux occupés dans les zones à risques</p> <p>Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de combustion ou de stockage du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.</p> <p>Constats : Aucun tiers n'est présent sur site. Les bureaux sont situés à l'entrée du site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>